



**Association internationale de
Bibliothécaires et Documentalistes Agricoles**

**Rapport de la
Deuxième Conférence de l'Association Internationale des
Specialiste de l'Information Agricole (IAALD) – Chapitre
Afrique**



**Hôtel M-Plaza
Accra, Ghana
Du 13 au 17 juillet 2009**

Les organisations et partenaires d'appui comprennent: CTA, FARA, FAO, CSIR, IAALD, ITOCA, CABI et AgEcon Search

Composé avec la contribution des Rapporteurs et du président de la Conférence:
Clement Entsua-Mensah, Dorcas Amoah, Rosaline Njike, Magdalena Marenga, Them bani
Malapela, Josué Tetang Tchinda, Patrick Kasangaki, Albert Quainoo, Boniface Bouan et
Justin Chisenga

Copyright © IAALD Africa Chapter 2009

Table des matières

Liste des Acronymes	3
1.0 Historique	4
2.0 Introduction	5
3.0 Ateliers organisés en prélude à la conférence.....	7
4.0 Faits Marquants de la Principale Conférence.....	10
5.0 Recommandations	26
6.0 Cérémonie de Clôture.....	27

Liste des Acronymes

AGORA	Accès à la Recherche Agricole Mondiale En Ligne
AGRIS	Système International d'Information pour les Sciences et la Technologie Agricoles
AR&D	Recherche Agricole et Développement
ASARECA	Association pour le Renforcement de la Recherche Agricole en Afrique Centrale et de l'Est
CAADP	Programme Etendu de Développement de l'Agriculture en Afrique
CABI	CAB International
CARBAP	Centre Africain de Recherches en Bananiers et Plantains
CIARD	Cohérence de l'Information pour la Recherche Agricole pour le Développement
CGIAR	Groupe Consultatif de la Recherche Agricole Internationale
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
CORAF/ WECARD	Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agences/West and Central African Council for Agricultural Research and Development
CSIR	Conseil pour la Recherche Scientifique et Industrielle
CTA	Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale
DATAD	Base de Données des Thèses et Dissertations Africaines
DFID	Département du Développement International, Royaume-Uni
FAAP	Cadre de Productivité de l'Agriculture Africaine
FANR	Alimentation, Agriculture et Ressources Naturelles
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FARA	Forum Africain pour la Recherche Agricole
GFAR	Forum Mondial pour la Recherche Agricole
HINARI	Initiative d'Accès Electronique aux Travaux de Recherche en Santé
IAALD	l'Association Internationale des Bibliothécaires et Documentalistes Agricoles
ICART	Mise en Œuvre et Coordination de la Recherche et de la Formation Agricole
ICM	Gestion de l'Information et de la Communication
TIC	Technologie de l'Information et de Communication
IDRC	Centre International de Recherche sur le Développement
IMARK	Kit de Ressources de Gestion de l'Information
INSTI	Institut d'Information Scientifique et Technologique
IR	Organes Institutionnels d'Archivage
ITOCA	Centre Africain de Formation et de Vulgarisation
KAINet	Réseau d'Information Agricole du Kenya
KARI	Institut Kenyan de Recherche Agricole
NAADS	Services Nationaux de Consultation Agricole
NARS	Système National de Recherche Agricole
OARE	Accès En Ligne à la Recherche sur l'Environnement
PPP	Partenariat Public-Privé
RAILS	Systèmes Régional d'Apprentissage sur l'Information Agricole
RAIN	Réseau Régional d'Information Agricole
SADC	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
TEEAL	Bibliothèque Agricole Electronique Essentielle
CMIA	Centre Mondial d'Information Agricole
ADRAO	Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest

1.0 Historique

Les résultats de la recherche de l'Afrique sont généralement diffusés à travers deux principaux mécanismes. Ce sont: (i) les publications dans les revues internationales spécialisées d'analyse scientifique par les pairs et aussi comme (ii) « littérature grise » (c.-à.-d. des informations non publiées ou publiées à compte d'auteur, et comme moyens de perfectionnement du savoir tels que les rapports de recherche, les thèses et mémoires, les documents de séminaire et conférence) produite par les institutions universitaires et de recherche. Les chercheurs du continent commencent aussi à « publier » ou à communiquer leurs travaux directement sur le web à travers les blogs, wikis, etc.

Mais malheureusement, la plupart des résultats de recherche de l'Afrique sont présentés sous forme de documents de « littérature grise » qui sont produits en nombre limité ou parfois disponibles sur divers sites Internet, avec une circulation et une visibilité restreintes même au sein des institutions où elles sont produites. Par conséquent, mis à part le fait que la majorité de cette importante littérature n'est pas convenablement documentée, il n'existe aucune base de données nationale ou régionale où on peut y avoir accès.

En outre, les quelques rares journaux locaux qui paraissent régulièrement, sont souvent mal distribués et manquent de visibilité. Par conséquent, d'importantes et précieuses connaissances et informations scientifiques demeurent inexploitées, et dans certains cas, perdues à jamais. Ainsi, du point de vue de la communauté scientifique internationale, peu d'informations de résultats de recherche parviennent aux bases de données commerciales internationales bien établies. Toutefois, récemment, avec la mise en œuvre de l'initiative de Journaux Africains en Ligne (AJOL), la situation s'améliore progressivement.

Cependant, le niveau de ce changement peut s'améliorer considérablement si les organisations du continent mettent en place des politiques et stratégies qui permettent de faciliter la gestion (c.-à.-d., la saisie, le traitement, le stockage et la dissémination) des résultats de recherche numériques. Ceci leur permettra d'exploiter les immenses potentiels que les récentes avancées telles que l'« Initiative de Libre Accès » et l'« Initiative d'Archives à Libre Accès » présentent pour l'éclosion et l'amélioration de la visibilité des résultats de recherches d'Afrique.

Les approches Libre Accès et Archives à Libre Accès font la promotion de l'accès universel libre et sans restriction aux textes intégraux des œuvres savantes et à la recherche scientifique via Internet, à travers l'utilisation de standards interopérables visant à en faciliter la dissémination et l'accès à leur contenu. Heureusement, les nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) nous donnent les moyens infrastructurels de saisir, sécuriser et échanger ces précieux éléments du capital intellectuel à travers le développement et la gestion des bases de données et des répertoires institutionnels (RI)

En Afrique, le développement et la gestion des informations et connaissances scientifiques agricoles sous forme numérique, ainsi que leur accès peuvent améliorer l'accessibilité à ces ressources pour le bénéfice des utilisateurs, aussi bien que la facilitation de l'échange de connaissances entre scientifiques du continent et la communauté scientifique internationale. Par conséquent, le développement d'RI. qui sont des archives à libres accès, accessibles via

l'Internet, les extranets et intranets, permettront de renforcer la visibilité, l'accessibilité, la facilité d'utilisation et l'impact des résultats de la recherche en Afrique, et pourrait constituer des matières premières pour la recherche et le développement dans plusieurs pays.

Malheureusement, la communauté scientifique, les décideurs du secteur de la recherche et dans une certaine mesure, les spécialistes de la gestion des informations et des connaissances n'ont pas embrassé avec enthousiasme les approches de Libre Accès et les Archives à Libre Accès pour diverses raisons. Certaines de ces raisons sont: (i) le manque d'une bonne compréhension des principes et concepts des initiatives Libre Accès et Libre Accès aux Archives, (ii) une préoccupation générale basée sur l'histoire de l'exploitation des connaissances indigènes d'Afrique par l'Occident et (iii) l'absence d'une culture d'échange d'informations et de connaissances entre les institutions académiques et de recherche du continent.

Ainsi, les RI et les Archives à Libre Accès ne sont pas encore des caractéristiques communes à l'environnement de l'information scientifique numérique d'Afrique. Le continent, se trouve par conséquent loin derrière les autres continents par rapport au nombre d'RI et de journaux librement accessibles malgré l'énorme potentiel que présentent ces initiatives en termes de liberté d'accessibilité aux ressources d'information.

2.0 Introduction

En vue d'apporter des solutions à ces préoccupations, l'Association Internationale des Spécialistes de l'Information Agricole (IAALD) a tenu du 15 au 17 juillet 2009 à l'Hôtel M-Plazza à Accra au Ghana, sa deuxième Conférence africain sur le thème: *Pour Un Accès Libre aux Informations et aux Connaissances en Sciences Agricoles en Afrique*. La conférence a été précédée par une pré-conférence sous forme de diverses manifestations (c.-à.-d. des réunions, des ateliers et des séminaires) qui se sont déroulées du 8 au 14 juillet 2009.

2.1 But et Objectifs

Le but de cette conférence était d'initier une discussion efficace et des engagements à l'action par rapport au libre accès aux informations et aux connaissances en sciences et technologies agricoles produites au niveau des institutions de recherche et d'enseignement publiques d'Afrique.

Les objectifs spécifiques étaient :

- Sensibiliser sur l'importance du libre accès aux informations et aux connaissances agricoles en Afrique entre les principales parties prenantes, c.-à.-d. les décideurs du secteur de la recherche, les scientifiques impliqués dans la recherche agricole, les auteurs, les spécialistes des informations, les utilisateurs des informations, etc.
- Echanger des expériences, informations et leçons apprises par rapport aux initiatives et projets Accès Libre/Accès Libre aux Archives entrepris dans le secteur des sciences agricoles au niveau du continent et à l'étranger.

- Développer une stratégie de plaidoyer pour le libre accès aux informations et aux connaissances en sciences et technologie agricoles en Afrique, que l'Antenne d'Afrique de l'IAALD, ses membres et autres partenaires doivent mettre en œuvre.

2.2 Les Sous-thèmes de la Conférence

La conférence a couvert les sous-thèmes suivants:

- Accès et dissémination des connaissances en sciences et technologies agricoles en Afrique – cartographie du paysage, défis majeurs.
- Libre Accès à la recherche financé sur fonds publics – les points de vue des scientifiques engagés dans la recherche, les décideurs, les partenaires au développement/bailleurs de fonds de la recherche et les spécialistes de l'information – et les leçons et expériences provenant du Nord.
- Les Droits de Propriété Intellectuelle/Droits d'Auteur et le Libre Accès aux connaissances en sciences et technologies agricoles.
- Les initiatives Accès Libre aux connaissances en sciences et technologies agricoles en Afrique : les Organes Institutionnels d'Archivage, Archives à Libre Accès, les Journaux à Libre Accès, les thèses et mémoires électroniques, les réseaux d'échange d'informations et de connaissances en sciences et technologie agricoles, etc.
- Plaidoyer pour le libre accès aux informations et aux connaissances en sciences et technologie agricoles en Afrique – la marche à suivre.

2.3 Session d'Ouverture

La conférence a été ouverte le 15 juillet 2009 par Son Excellence Sherry Ayitey, Ministre de l'Environnement, des Sciences et Technologies du Ghana. Dr Monty Jones, Directeur Exécutif du Forum Africain pour la Recherche Agricole (FARA) a prononcé l'exposé-cadre de la cérémonie d'ouverture.

Le Directeur Général du Conseil de la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) au Ghana, Dr. A. B. Salifu, le Président du Chapitre de l'IAALD, Dr Justin Chisenga, Mr Musa Mbenga représentant l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et Mr Kevin Painting représentant le Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA), ont aussi prononcé des allocutions.

2.4 Sponsors et Partenaires

La conférence a été organisée grâce à l'appui du Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA), du Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Conseil de Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) au Ghana, l'Association Internationale des Spécialistes de l'Information Agricole (IAALD), l'initiative Cohérence de l'Information de la Recherche Agricole pour le Développement (CIARD), le Centre Africain de Formation et de Vulgarisation (ITOCA), CAB International et AgEcon Search.

2.5 Quelques Statistiques sur la Conférence

La conférence a rassemblé 103 participants provenant de 35 pays et composés de spécialistes de l'information agricoles, de professionnels de l'information et de la communication, de chercheurs, de décideurs politiques, de producteurs, de représentants d'organisations de producteurs, d'acteurs du secteur privé et de représentants de partenaires au développement activement impliqués dans la recherche agricole pour le développement.

En outre, la conférence avait eu:

- Cinq réunions et séminaires etc. en prélude à la conférence ;
- 12 présentations PowerPoint dont huit étaient basées sur les travaux approuvés par des pairs et devant être publiés dans une parution spéciale de la revue *Agricultural Information Worldwide Journal*;
- Trois panels de discussions; et
- Deux sessions spéciales.

3.0 Ateliers organisés en prélude à la conférence

Cinq manifestations ont été organisées du 8 au 14 juillet 2009, en prélude à la conférence. Les objectifs, les résumés des travaux et les résultats de ces manifestations sont présentés dans les sections suivantes.

3.1 Atelier de Formation de Formateurs sur les Bases de Données Electroniques

Un atelier de formation de formateurs sur quatre principales bases de données électroniques, HINARI, AGORA, OARE et TEAAL a été organisé au CSIR-INSTI, du 8 au 10 juillet 2009, à l'intention de trente participants provenant d'institutions agricoles et de santé. Ces bases de données fournissent des informations à faible coût dans le monde entier, en particulier, en Afrique, avec un accès à moindre coût ou gratuit, à la littérature de la presse internationale sur l'agriculture, la santé et l'environnement.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, les chercheurs des pays qualifiés peuvent avoir accès au même type d'information que leurs pairs des pays économiquement plus développés et participer au programme de recherche mondial. Ces initiatives représentent un important partenariat public-privé impliquant des éditeurs commerciaux et académiques, des universités et les agences des Nations Unies.

A la fin de l'atelier, les participants ont acquis des compétences et connaissances qui leur permettent de former leurs collègues dans leurs pays respectifs, sur la manière d'accéder aux bases de données ci-dessus mentionnées. Les résultats escomptés (l'effet à court terme) est que les chercheurs, les décideurs, les enseignants, les médecins, les bibliothécaires et les spécialistes de la vulgarisation de ces pays, puissent avoir leur propre accès à des informations de bonne qualité, pertinentes et opportunes sur l'agriculture, la santé et l'environnement via Internet, les CD-ROM et un disque dur externe.

L'atelier a été conjointement appuyé par Cornell University-Mann Library, la Fondation PROTA en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et géré par ITOCA d'Afrique du Sud.

3.2 Réunion du FARA sur le Système Régional d'Information et d'Apprentissage Agricoles (RAILS)

Le Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) a, à travers son Programme du Système Régional d'Information et d'Apprentissage Agricoles, abrité les 12 et 13 juillet à son secrétariat, une pré-conférence dont le thème est: *Libre Accès aux Informations et aux Connaissances: Echange d'Expériences entre les Stations Nationales de Recherche Agricole (NARS)*. Cette réunion a rassemblé 40 participants provenant des organisations sous-régionales du FARA – ASARECA, CORAF/WECARD et SADC/FANR ainsi que les points focaux nationaux de RAILS.

Le but de la réunion était de donner aux spécialistes de la gestion de l'information et de la connaissance membres du réseau RAILS, l'opportunité de présenter et de discuter de leurs approches de l'échange d'informations et de l'apprentissage, et aussi de faire le compte rendu de l'utilisation et de l'application du système e-RAILS. La méthodologie de l'atelier comprenait à la fois des panels de discussion et des groupes thématiques. Les discussions ont été focalisées sur quatre éléments fondamentaux :

- Plaidoyer pour des investissements accrus dans les TIC
- Trouver des synergies et créer des systèmes d'information cohérents
- Les instruments électroniques d'échange d'informations
- Mise en réseau et création d'Equipes d'Apprentissage

La pré-conférence RAILS fait partie d'une série de démarches entreprises dans le cadre de la création d'équipes d'apprentissage nationales en vue de faciliter l'échange d'informations et de connaissances dans la région. Il faisait partie d'une série d'étapes réalisées afin de construire les équipes nationales d'apprentissage pour faciliter le partage d'informations et de connaissances dans la région. Ce fut aussi un tremplin pour le renforcement des relations entre les partenaires du RAILS. aussi bien que pour l'appui à la planification des interventions nationales.

Les activités suivantes ont été conduites:

- Echange d'expériences sur la création d'équipes par les points focaux nationaux.
- Identification des besoins de renforcement de capacités aux niveaux national et institutionnel par les participants.
- Lancement officiel de la plateforme e-RAILS¹ (<http://www.erails.net/>) par Dr. Monty Jones, Directeur Exécutif de FARA. Le lancement a été suivi d'une formation pratique sur l'utilisation du système.

¹ e-RAILS est un portail africain sur l'agriculture qui vous permet de créer un compte et de publier des informations sur vos projets et activités.

Ces activités ont permis d'atteindre les résultats suivants :

- Acquisition par les participants, de connaissances et d'informations sur la manière de vulgariser la plateforme e-RAILS ou de gérer un réseau dynamique qui échange régulièrement des idées liées à la recherche agricole et au développement (AR&D).
- Identification par les participants, des besoins personnels en renforcement des capacités, principalement dans le domaine des compétences d'utilisation des TIC et de la gestion de réseau.
- Acquisition de connaissances et de compétences par les participants à propos de la manière dont on utilise RAILS.
- Identification des questions (ex la mise en œuvre du plaidoyer, le suivi et évaluation ; l'incorporation de l'apprentissage dans les synergies d'équipe, la jonction entre l'appui des gouvernements nationaux et le renforcement de capacités des spécialistes de l'information) relatives à l'avancement de RAILS.

3.3 Séminaire sur la Gestion des Droits d'Auteur et les Organes Institutionnels d'Archivage

Le séminaire sur la *Gestion des Droits d'Auteur et des répertoires institutionnelles* a été organisé le 14 juillet 2009 par le CSIR-INSTI. Le séminaire a connu la participation de 16 délégués composés de spécialistes de la recherche, de décideurs politiques, de spécialistes de la gestion de l'information agricole et des secrétaires d'institutions pilotes du Ghana AGRIS Project.

Les principaux objectifs étaient de :

- Sensibiliser les participants par rapport aux questions relatives aux droits d'auteur pouvant affecter la fourniture d'accès aux ressources liées à l'information au niveau des répertoires institutionnelles
- Introduire les participants aux installations et services de SHERPA-RoMEO et au Système d'Octroi de Licences Creative Commons.

Le séminaire s'est focalisé sur les questions relatives aux droits d'auteur et de leur gestion dans le cadre des répertoires institutionnels ; ainsi que sur une étude de cas abordant le Libre Accès et les RI au CSIR, en Afrique du Sud et aux systèmes d'octroi de licences Creative Commons.

3.4 Séminaire sur le Renforcement des Capacités pour le Système de Réseau d'Information Agricole du Ghana (GAINS)

ITOCA et CSIR-INSTI ont organisé un séminaire de sensibilisation d'une journée sur la Bibliothèque Agricole Electronique Essentielle – TEEAL, qui a ciblé les groupes ayant participé au séminaire sur la gestion des droits d'auteur et les organes institutionnels d'archivage. Son objectif était de présenter TEEAL aux participants et aussi, de montrer à ceux qui continuent d'utiliser, l'ancienne version de la base de données, LanTEEAL 2.0 qui avait été récemment lancé. Le séminaire a aussi compris une présentation et des sessions pratiques qui ont couvert : *POURQUOI TEEAL?* Les participants ont reçu des informations sur l'utilisation de la base de données et la manière d'en retirer des articles.

TEEAL est un projet créé par Mann Library Cornell University (USA) pour apporter aux spécialistes de l'agriculture de 100 pays à faible revenu, un meilleur accès aux résultats des récentes recherches publiés dans des journaux de haute qualité. Les principaux clients sont les universités, les organisations nationales de recherche et les ministères et agences gouvernementaux. L'objectif du projet est de fournir aux étudiants, membres de facultés, chercheurs et décideurs, le type d'information dont ils ont besoin pour régler d'importants défis agricoles et de développement rural dans leurs pays.

3.5 Consultation pour le Plaidoyer du CIARD

La FAO, a organisé en collaboration avec FARA, GFAR, CGIAR, CABI et IAALD, un séminaire d'une journée à l'intention des partenaires d'Afrique, sur le thème: *Cohérence de l'Information pour la Recherche Agricole pour le Développement (CIARD)* pour les parties prenantes le 14 juillet 2009. Le séminaire a eu lieu au Secrétariat du FARA. Trente-quatre participants provenant de vingt-huit pays d'Afrique Subsaharienne et dix représentants des principales institutions partenaires du CIARD ont pris part au séminaire. L'objectif du séminaire était de sensibiliser sur l'initiative CIARD (www.ciard.net) et d'en garantir l'appui par les spécialistes de l'information/connaissances de haut rang au niveau des agences et institutions de recherche agricole d'Afrique. L'initiative CIARD travaille à rendre l'information sur la recherche agricole publiquement accessible à tous.

Les sessions couvertes au cours du séminaire sont, entre autres :

- *Le Programme pour la Cohérence* – Pendant cette session, la FAO, en qualité de partenaire principal, a fait une présentation sur les aspects fondamentaux de l'initiative CIARD. La principale brochure, le Manifeste et les Principes du CIARD ont fait ensuite l'objet de discussion des cinq groupes de travail qui ont utilisé la méthodologie du World Café et se sont focalisés sur les points de clarification et les questions de compréhension. Les participants ont circulé pour opinion et discussion, les conclusions des groupes, et finalement, les principales observations des groupes furent résumés en plénière.
- *La Liste de contrôle du CIARD* – Au cours de cette session, les participants ont travaillé dans cinq groupes pour analyser et discuter de l'avant-projet de liste de contrôle du CIARD. Ensuite, les conclusions des groupes de travail ont été présentées en session plénière.
- *Réalisation des Voies d'Accès du CIARD: Peer Assist* – dont le format comprend un Chat Show suivi de Peer Assist. Le Chat Show a été abrité par Stephen Rudgard, avec comme invités, le Réseau Kenyan d'Information Agricole (KAINet) et Joel Sam du Système de Réseau d'Information Agricole du Ghana (GAINS). Il a été ensuite demandé aux participants de participer à deux groupes de Peer Assist conduits par Rachel Rege et Joel Sam

4.0 Faits Marquant de la Principale Conférence

Les activités de la Principale Conférence se sont tenues du 15 au 17 juillet 2009 à M Plaza Hotel à Accra au Ghana. La conférence a été présidée par Mr. Clement Entsua-Mensah, Bibliothécaire d'Université à l'Université de Cape Coast, Ghana. Dans son discours d'ouverture, il a souhaité la

bienvenue aux participants et fait l'historique du Chapitre Afrique de l'IAALD. Il a aussi remercié les sponsors et partenaires de la conférence.

4.1. Session Plénière 1: Accès et Dissémination de connaissances en Sciences et Technologie Agricoles – Cartographie du Paysage et Principaux Défis

La Conférence a commencé avec sa Première Session Plénière modérée par Mr. Gracian Chimwaza, Directeur Exécutif d'ITOCA. Au cours de la session, les présentations suivantes ont été faites :

- *Connecter les individus en vue de catalyser les innovations agricoles en Afrique: Systèmes Régional d'Information et d'Apprentissage (RAILS)* par Ms. Myra Wopereis-Pura, Directrice - Accès à la Connaissance et aux Technologies, Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA), Ghana;
- *Gestion et diffusion de l'information scientifique et technique dans les institutions de recherche agricole et agroalimentaire du Sénégal: les acquis majeurs obtenus dans le cadre du projet FAC/IST* par Mr. Massamba Cissé, Spécialiste de l'Information Agricole, Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), Sénégal; et
- *Facilitation de l'échange d'informations sur la R&D agricole dans la région SADC: expérience et expérimentation!* par Mr. Krishan J. Bheenick, Chargé Régional de l'Information, de la Communication et de la Formation, Projet de Mise en Œuvre et de Coordination de la Recherche Agricole et de Formation (ICART), SADC, Gaborone, Botswana.

Le premier exposant a présenté les activités en cours d'exécution par FARA en appui aux innovations agricoles africaines, avec un accent particulier sur le cadre RAILS, en vertu duquel les activités suivant sont actuellement menées :

- Plaidoyer pour encourager un investissement accru dans les systèmes d'information agricole
- Renforcement des capacités axé sur l'accès à l'information et à la connaissance
- Faciliter les synergies et la cohérence entre diverses initiatives
- Faciliter une plateforme africaine sur l'échange d'informations et de connaissances agricoles

Il a aussi fait ressortir les composantes d'e-RAILS, une plateforme pour communiquer les innovations agricoles.

La deuxième présentation s'est focalisée sur les activités du projet: – « Appui aux systèmes d'information et de communication scientifique sénégalais » qui a été financé par la Coopération Française. La présentation a donné un aperçu des phases et principales composantes du projet, et a mis en relief les réalisations en termes de gestion et de dissémination de l'information scientifique et technique (IST) dans le Système National de Recherche Agricole (SNRA).

La troisième présentation a fait l'historique du projet ICART ; son lancement, ses objectifs et ses domaines d'intervention qui sont entre autres, le renforcement des capacités de SADC-FANR à coordonner la RAD et la formation ainsi que la création d'un système d'information sur la RAD. La présentation a aussi mentionné les partenaires et sponsors du projet, les défis aux niveaux régional et national, les réussites et les activités en cours d'exécution et axées sur l'établissement et la consolidation du réseau de la SADC. Les activités mises en œuvre pour le développement des Systèmes de Gestion de l'Information Agricole ont été également soulignées.

Au cours des discussions qui ont suivi les présentations, les participants ont exprimé leurs préoccupations et ont fait des commentaires axés sur la réorganisation de l'information en vue d'une meilleure dissémination. Il a été aussi question de savoir si les informations livrées aux utilisateurs finaux sont comprises et comment le problème d'extension des services aux bénéficiaires potentiels pourrait être résolu.

Divers exemples de réorganisation de l'information ont été soulignés par les participants. Ces exemples sont entre autres, l'utilisation de programmes de radio locale au Cameroun, la réorganisation de l'information en brochure par FARA, les entrées de porte numériques en Afrique du Sud et les services de bons Question & Réponses en Ouganda. L'utilisation de « bibliothécaires aux pieds nus » a aussi été proposée sur la base de sa grande capacité à atteindre les communautés.

Les principales questions et points soulevés étaient :

- Les participants ont fait des commentaires sur la nécessité de bien établir les priorités au moment d'investir dans les projets/activités de dissémination d'informations en vue d'atteindre les objectifs définis.
- Il a été observé qu'il y avait plusieurs initiatives en cours en ce qui concerne la gestion d'informations agricoles.
- La nécessité de disposer d'un système de communication en duo entre les agriculteurs et les fournisseurs d'informations afin que les deux parties apprennent l'une de l'autre en vue d'assurer une meilleure fourniture de l'information pertinente pouvant être convenablement utilisée.
- La nécessité d'atteindre plus de personnes a été discutée compte tenu du fait que la grande majorité des scientifiques et des communautés d'agriculteurs ne peuvent avoir les informations agricoles dont ils ont besoin – une situation attribuable aux infrastructures et à l'analphabétisme.

4.2. Session Plénière 2 : Session d'Ouverture Officielle de la Conférence

Au cours de la session d'ouverture officielle de la Deuxième Conférence du Chapitre Afrique de l'IAALD, Dr. A. B. Salifu, Directeur-Général, du Conseil pour la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) au Ghana, Dr. Justin Chisenga, Président d'IAALD Afrique, Mr. Musa Mbenga, au nom de Mme Maria Helena Semedo, Représentant Régional de la FAO pour l'Afrique, et Mr. Kevin Painting, représentant Dr. Hansjörg Neun, le Directeur du Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA) ont fait des allocutions.

Déclaration du CSIR

Dans sa déclaration, Dr Salifu, qui a aussi présidé la Cérémonie d'ouverture a indiqué que la création et la diffusion des connaissances agronomiques devraient être considérées comme moteurs principaux d'innovation. Il a fait remarquer qu'une recherche axée sur les résultats et l'accès aux informations pertinentes vont de pairs et donc que l'implication des spécialistes en communication agricole dans des étapes de la planification et de l'exécution des projets est impérative en vue de l'élaboration des initiatives d'une sensibilisation intégrale et d'une prise de conscience qui facilitent une communication efficace avec toutes les parties prenantes du secteur agricole.

Déclaration du l'Antenne d'Afrique de l'IAALD

Dans sa déclaration, Dr. Chisenga a souligné que le Chapitre Afrique de l'IAALD a été créé le 26 mai 2006 à Nairobi au Kenya après la mise en place d'un Comité Exécutif provisoire composé du Cameroun, du Ghana, du Kenya, de la Mozambique, du Sénégal, du Soudan, de l'Ouganda et du Zimbabwe.

Par ailleurs, il a décliné la vision et la mission du Chapitre comme étant respectivement : « *L'information et la connaissance agronomiques disponibles au bout des doigts de tous les acteurs agricoles africains pour usage. Et « soutenir le développement agricole et la sécurité alimentaire en Afrique à travers la création, la gestion, le partage et l'échange de connaissances et d'informations* ». Pour conclure, Dr. Chisenga a remercié toutes les organisations qui ont parrainé la conférence.

Déclaration de la FAO

Dans une déclaration lue au nom de la Représentante Régionale de la FAO pour l'Afrique, Mlle Maria Helena Semedo, M. Musa Mbenga a déclaré que le thème de la conférence qui est « *Pour une ouverture de l'accès à l'Information & à la Connaissance des Technologies et de la Science agronomiques en Afrique* » est très pertinent pour le travail et le mandat de la FAO.

Il a indiqué que la recherche agronomique a de grandes potentialités pour renforcer la sécurité alimentaire, augmenter la productivité agricole et améliorer la vie des populations rurales dans les pays en développement. C'est pour ces raisons que les initiatives qui visent à améliorer la gestion, la visibilité et l'accès aux résultats des recherches agronomiques intéressent la FAO au plus haut point.

Il a porté à la connaissance de l'assistance que l'Organisation soutient des initiatives telles que le Système International d'Information pour les Sciences et la Technologie Agricoles (AGRIS), dans laquelle la FAO est impliquée depuis plus de 30 ans, et la CIARD qui a été lancée en 2008. Il a indiqué que le but de ces initiatives consiste à améliorer la visibilité et l'accès aux résultats des recherches agronomiques. Il a ensuite lancé un appel aux gouvernements et aux institutions de recherche agronomiques à investir dans des capacités et des infrastructures nationales afin d'améliorer la visibilité et l'accès des populations aux informations agricoles.

Déclaration de CTA

Dans sa déclaration, Mr. Kevin Painting qui représentait le Directeur du CTA, Dr Hansjörg Neun a indiqué que pendant des années, le CTA a soutenu et pris part à plusieurs activités de l'IAALD et entend continuer cet engagement positif et productif avec l'Association. Il a souligné que la conférence intervient à un moment où beaucoup d'importants développements s'opèrent dans le domaine de la technologie de l'information ainsi que dans le cadre du développement international.

Ces avancées couvrent la technologie de la téléphonie mobile comme les services de messagerie cellulaire qui visent la population rurale pauvre, la prestation de services financiers mobiles et des services de vulgarisation par la téléphonie mobile. Selon le Directeur du CTA, le téléphone mobile et les services qu'il rend transforment les vies malgré le manque des infrastructures de base. Il a aussi mis l'accent sur le « tsunami d'information » qu'ont déchaîné Google, les blogs, wikis et Twitter ainsi qu'une multitude d'autres média sociaux qui ont profondément changé l'accès et le partage des informations, de même que sur les opportunités économiques qu'offrent les nouvelles technologies.

Finalement, Mr. Painting a porté à la connaissance des participants que dans le cadre du programme TEEAL, CTA collabore avec la Comell University pour permettre aux Universités d'Afrique, des Caraïbes et Pacifique d'avoir accès aux bases de données complètes des journaux révisés des pairs sur CD-ROM en couvrant les coûts initiaux d'inscription.

Exposé-cadre

L'exposé cadre a été prononcé par le Directeur Exécutif de FARA, Dr. Monty Jones. Il a donné l'historique de l'état de l'agriculture en Afrique. Il a présenté les grandes lignes de la contribution de l'agriculture dans l'exportation, le Produit Intérieur Brut (PIB), les revenus des échanges extérieures et l'emploi avant de souligner que l'agriculture en Afrique ne s'est pas bien portée au cours des dernières décennies. Toutefois, il a fait remarquer que malgré cette mauvaise performance, l'agriculture continue à contribuer dans une grande proportion dans les économies africaines étant donné qu'elle a les ressources naturelles requises (la terre, l'eau, les forêts).

Le Directeur Exécutif a fait remarquer que bien que les dirigeants politiques se sont engagés à investir au moins 10% de leur budget national dans l'agriculture, la production agricole en Afrique continue par trainer derrière celles des autres continents. Il s'est référé au Programme Intégré de Développement Agricole en Afrique (CAADP) qui a été élaboré par l'Union Africaine comme une vision pour le développement de l'agriculture africaine en vue d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Quant aux systèmes d'information en agriculture et des autres outils, Dr. Jones a insisté sur le fait que c'est le moment de les développer. Selon lui, les principaux acteurs qui permettront de réaliser cet objectif demeurent les décideurs politiques, les services de conseil agricole et les associations des agriculteurs, les intermédiaires commerciaux, etc.

Pour poursuivre, il a souligné les opportunités et le rôle de l'information et de la connaissance qui sont entre autres, la création des systèmes d'informations pour suivre la performance du marché et mesurer les échecs du marché, le développement des systèmes d'informations pour la gestion des problèmes alimentaires, une commercialisation efficace des produits agricoles grâce aux réseaux d'information et de télécommunications, l'accès équitable aux nouvelles technologies en vue d'améliorer la production agricole, réduire les pertes en stockage d'aliment par une bonne distribution assistée par les TIC. Il a lancé un appel à toutes les parties prenantes à faire le plaidoyer d'une manière ou d'une autre et a posé les questions fondamentales suivantes susceptibles d'ouvrir l'accès aux publications par l'utilisation des TIC :

- Notre plaidoyer vise-t-il les bonnes personnes et les bonnes institutions?
- Avons-nous les bons systèmes pour les usagers potentiels?
- Les utilisateurs ont-ils les compétences et les infrastructures requises pour avoir accès à la connaissance ?
- Avons-nous les politiques institutionnelles appropriées ?
- Avons-nous les plateformes dont ont besoin les praticiens pour partager et apprendre ?
- Comment construisons-nous et comment gérons-nous la connaissance entre les différents acteurs ?

Dr. Jones a aussi mis l'accent sur la contribution du FARA à travers le Cadre de Productivité Agricole Africaine (FAAP), un outil de plaidoyer qui vise à attirer l'attention des dirigeants africains à évoluer et à reformer leurs institutions et leurs services agricoles, à investir plus dans l'agriculture et le renforcement des capacités intégré.

Pour conclure, Dr Jones a soutenu qu'afin que l'accès libre contribue à la transformation du développement de l'agriculture africaine, il doit entre autres :

- Catalyser les innovations
- Améliorer la gestion des connaissances Africaines
- Renforcer les capacités de l'Afrique dans l'édification de ses propres capacités
- Promouvoir des politiques propices
- Faciliter l'accès au marché.

Discours officiel d'ouverture

Le discours d'ouverture a été prononcé par son Excellence Mme. Sherry Ayitey, Ministre de l'Environnement, de la Science et de la Technologie du Ghana. Elle a félicité l'Antenne d'Afrique de l'IAALD pour l'organisation d'une telle conférence au Ghana et déclaré que les Gouvernements à travers toute l'Afrique se battent pour rendre l'information agricole accessible aux agriculteurs en Afrique en vue d'accélérer le développement.

Mme la Ministre a dit aux participants que le Gouvernement du Ghana s'est engagé à investir dans la science et la technologie et que 2% du Ghana Educational Trust Fund (GETFund) seront consacrés au soutien aux étudiants en Science et en Technologie. Ceci rentre dans le cadre des efforts consentis pour encourager et renforcer la culture scientifique et technologique dans le

pays. Mme Ayitey a insisté qu'il est temps pour les scientifiques africains de breveter leurs découvertes en science et en technologie pour en percevoir les retombées. Elle a dit que le gouvernement du Ghana soutiendra les politiques qui investissent dans la recherche fondamentale et dans la recherche appliquée afin d'encourager l'innovation privée, promouvoir les avancées dans l'énergie et la médecine et améliorer l'éducation en mathématique et en sciences.

Elle a rappelé aux participants que l'Afrique est confrontée à beaucoup de difficultés telles que la dégradation de l'environnement, la pauvreté extrême et persistante, le VIH/SIDA, la rareté d'eau potable, la croissance économique faible et instable, la faible capacité, les taux élevés d'analphabétisme, les mauvaises infrastructures et des services sociaux inadéquats.

Elle a réaffirmé que si la science et la technologie sont bien exploitées, elles peuvent jouer un rôle fondamental pour aider l'Afrique à surmonter ces difficultés telles que l'accès à l'information et à la technologie issues de la recherche, en particulier dans le domaine de la science, de l'environnement, de l'agriculture, du changement climatique et de la technologie. Elle pourra aussi aider à créer des infrastructures sociale, économique et technique qui sont indispensables au processus de développement sur le continent.

Enfin, avant de déclarer la conférence officiellement ouverte, la ministre a lancé un appel aux chercheurs et aux institutions de recherche à jouer leur part pour rendre les résultats des recherches disponibles et accessibles à tous.

Les sujets principaux abordés au cours de la Cérémonie d'ouverture sont:

- Il est temps que l'Afrique développe des systèmes de gestion de l'Agriculture et d'autres outils pour rendre son agriculture compétitive sur le marché mondial.
- L'accès libre peut contribuer à la transformation et au développement de l'agriculture africaine en catalysant l'innovation, en soutenant la capacité africaine à renforcer les capacités, etc.
- Le Gouvernement ghanéen s'engage à développer la science et la technologie et a promis d'allouer 2% du GetFund à la promotion de la culture scientifique et technologique.
- La nécessité pour les institutions de recherche et les scientifiques à breveter leurs innovations technologiques afin d'en assurer les retombées.

4.3. Session Plénière 3: Accès libre à la Recherche financée sur fonds public – point de vue des scientifiques, chercheurs, décideurs politiques, partenaires en développement/ Financiers de la Recherche, usagers & Professionnels de l'information.

Cette session a été présidée par Mme Jacqueline Nyagahima, Directrice de l'Information et de la Communication de l'Association pour le Renforcement de la Recherche Agricole en Afrique Orientale et Centrale (ASARECA), Ouganda. Cette session a été meublée par deux exposés et une discussion en panel. Les exposés ont porté sur :

- *Accès Libre aux publications : points de vue des chercheurs dans les institutions publiques de recherches agronomiques en Zambie* présenté par Davy Simumba, Chargé

Principal de la Recherche Agricole de l'Institution de la Recherche Agricole de la Zambie à Chilanga, Zambie, et Dr. Justin Chisenga, Spécialiste en gestion de l'Information au Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique, Accra.

- *Favoriser l'accès libre aux publications dans les universités publiques en Tanzanie : Perspectives des décideurs politiques* par Frankwell Dulle, Cadre Supérieur en Bibliothèque à l'Université Agricole de Sokoine à Morogoro en Tanzanie et M. K. Minishi-Majanja du Département de la Science d'Information à l'Université d'Afrique du Sud, Pretoria, Afrique du Sud.

Le Panel est composé de :

- Davy Simumba, chargé principal de la Recherche Agricole, Institut de la Recherche Agricole de la Zambie, Chilanga, Zambie
- Frankwell Dulle, Bibliothécaire, Université Agricole de Sokoine, Morogoro, Tanzanie ;
- Dr. Paa-Nii T. Johnson, Directeur par Intérim du Conseil de la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR)- Institut de Recherche Alimentaire, Accra, Ghana
- Gladys Nyambura Kairu, Petit Agriculteur, Wangigi, Kenya
- Elizabeth Dodsworth, Directrice Générale de la Gestion de la Connaissance, CAB International, Wallingford, Royaume Uni.

Résumé des Exposés

L'exposé de M. Sunumba a mis l'accent sur les résultats d'une étude faite en Zambie et qui vise à explorer et examiner les opinions des scientifiques chercheurs en Agriculture sur l'Accès Libre (AL). L'objectif principal de l'étude consistait à savoir si l'Accès Libre est soutenu au sein des chercheurs en Zambie.

Des questionnaires ont été distribués à 67 chercheurs dans trois institutions de recherche financées sur fonds publics. Quarante chercheurs (59,7%) ont rempli les questionnaires. Les résultats de l'étude ont montré que près de 83% des enquêtés soutiennent le principe de base de l'Accès Libre, i.e. permettre à tous ceux qui le désirent d'avoir un accès sans limites et sans frais à la littérature de la recherche et qu'un très grand nombre d'entre eux (90%) ont affirmé être prêts à publier leur recherche dans des magazines à accès libre.

Au moins 68% des enquêtés ont dit qu'ils soutiendraient les politiques des instituts de recherche, du gouvernement et des agences de donateurs de fonds pour avoir les publications sur les activités de recherche déposés dans des bibliothèques des institutions qui constituent des archives à l'accès libre. Ces résultats sont très encourageants pour les initiatives d'accès libre en Zambie.

L'exposé de M. Dulle était basé sur les résultats d'une investigation faite sur la conscience générale et l'usage de l'Accès Libre auprès de 63 décideurs politiques issus de six Universités publiques en Tanzanie. Les résultats ont montré que la plupart (90,5) des décideurs politiques dans les universités ont entendu parler de l'Accès Libre en terme général, mais il leur demeure inconnu en termes spécifiques et sur le plan des initiatives.

Toutefois, il a été généralement reconnu que l'accès et la diffusion de documents académiques dans leur université respective est un problème et donc les interventions des initiatives susceptibles de stimuler l'adoption de l'accès libre, quand bien même absentes, seraient soutenues. L'étude a recommandé que les professionnels de l'information doivent capitaliser sur les perspectives positives des décideurs politiques en créant des bibliothèques institutionnelles pour assurer une diffusion large des résultats de la recherche dans le pays.

Discussion en Panel

Au cours des discussions en panel qui ont suivi les exposés, il est apparu que la plupart des chercheurs et des scientifiques soutiennent l'Accès Libre et rendent les résultats de leurs recherches, en particulier les documents de conférence, disponibles pour être classés dans des bibliothèques de leurs institutions. Les chercheurs du Panel ont noté qu'en Afrique, l'on n'a pas reçu assez de soutien institutionnel en termes de 'soutien politique' pour rendre les informations sur la recherche agricole disponibles à travers l'Accès Libre.

Les représentants des décideurs politiques ont par ailleurs réitéré leur soutien à l'Accès Libre quoiqu'ils aient déploré que les fonds qui lui seraient alloués soient limités, puisque les initiatives sont coûteuses. Il a été constaté aussi qu'étant donné que les chercheurs sont soutenus en majeure partie sur fonds publics, ils sont obligés de mettre les résultats de leur R&D à la disposition du public.

La nécessité d'utiliser de différentes approches pour la diffusion des informations agricoles aux différentes parties prenantes a été discutée et de diverses expériences et scénarios ont été présentés tels que l'usage du téléphone cellulaire, de fiches techniques en langage simple, des stations radio FM communautaires, la création/renforcement des antennes des liens entre chercheurs, vulgarisateurs et agriculteurs, la publication de journaux, l'ouverture de lignes téléphoniques (ex : 'allo ingénieur'), le réseautage, etc.

La conférence a recommandé que les spécialistes en communication agricole fassent du lobbying pour l'adoption des politiques qui donnent mandat aux chercheurs de mettre les résultats de leur recherche à la disposition du public puisque cela constitue un 'bien public'. Le financement doit être disponible pour la création et la maintenance des bibliothèques institutionnelles. Les chercheurs ont aussi mandat d'aider les agriculteurs en leur offrant des 'paquets technologiques' faciles à utiliser. Des spécialistes en information ont été exhortés à développer une collaboration agriculteur-chercheur qui pourrait aider les agriculteurs à augmenter leur productivité.

Les principales questions qui ont été présentées et discutées sont :

- Les institutions et les universités Agricoles doivent élaborer des politiques et des stratégies pour promouvoir l'Accès Libre aux résultats des recherches.
- Les relations Agriculteurs/Agent de vulgarisation /Chercheur devraient être renforcées grâce aux stratégies locales
- Les matériels à utiliser dans l'Accès Libre doivent être recueillis et rassemblés pour l'usage des agriculteurs à travers de divers moyens (ex. rapports simplifiés, usage de radios communautaires, etc.).

- Les chercheurs ont noté que les questions de financement et des droits de propriétés intellectuelles sont des difficultés qui empêchent la mise des résultats à disposition pour un Accès Libre.
- La formation des Spécialistes en Information est importante pour parer au manque d'information agricole pour les agriculteurs.
- Les difficultés en Afrique sont variées et particulières aux pays ; toutefois, l'utilisation de l'informatique et de l'internet peut permettre que beaucoup de résultats de recherche soient disponibles grâce à l'Accès Libre.

4.4. Session Spéciale 1: Les outils WEBAGRIS pour la gestion des métadonnées.

Cette session a été organisée par la FAO WAICENT/Branche de Facilitation et d'Echange de Connaissances (KCEW), Rome et modérée par Stefka Kaloyanova, Analyste des Systèmes d'Information à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Rome et Richard Kedemi, Administrateur de Systèmes à l'Institut de la Recherche Agricole du Kenya à Nairobi.

La session a examiné les principales caractéristiques de WEBAGRIS et son usage en Afrique. Entre autres, les sujets suivants ont été abordés : le flux d'Accès Libre de WEBAGRIS allant de la collecte des données et l'archivage des documents à la création des bibliothèques institutionnelles, l'inscription aux registres de l'Initiative des Archives Libres pour exposer l'Initiative des Archives Libres aux bibliothèques – Protocole pour la Collecte de Métadonnées (OAI-PMH) et une démonstration avec des exemples sur l'Internet. Le moteur de recherche et les services AGRIS bâtis sur les données recueillies ont été démontrés.

La présentation a aussi couvert une information supplémentaire sur le réseau AGRIS et le Catalogue FAO en ligne (FAOBIB) en tant qu'un modèle pour rendre les informations agricoles largement disponibles et les difficultés que cela pose pour la création des modèles et la diffusion des résultats des recherches.

Richard Kedemi, l'Administrateur du Système à L'Institut de Recherche Agricole du Kenya (KARI), au Kenya a partagé son expérience sur l'usage de WEBAGRIS dans le KAINet. Il a indiqué que KAINet a été initiée en réponse aux demandes des communautés nationales et internationales pour promouvoir l'échange d'information et l'accès auprès des parties prenantes dans le secteur agricole au Kenya. Quatre institutions qui participent au KAINet ont créé des Bibliothèques Institutionnelles qui vont alimenter les Bibliothèques Nationales en métadonnées (Bibliothèques Nationales en-ligne) et KAINet alimente la base de données AGRIS global hébergé par la FAO à Rome en Italie.

Concernant WEBAGRIS, l'Administrateur du Système a expliqué que cela a été adopté pour la Bibliothèque de KAINet parce que dans la plupart des travaux de recherche, des données bibliographiques basées sur le CDS/ISIS ont été utilisées et une plateforme est nécessaire pour faire la migration des données. Pour cela, on a besoin (i) d'un outil de bibliothèque convivial qui pourrait être personnalisé selon les besoins du KAINet et (ii) la bonne assistance technique pour exécuter le système.

Les sujets/points importants soulevés étaient :

- Des préoccupations quant à savoir si WEBAGRIS pourrait suivre les changements technologiques rapides.
- Des préoccupations au sujet du fait que les initiatives de la FAO pour la création des bibliothèques institutionnelles des métadonnées et des documents en texte intégral ne profitent qu'à quelques sites pilotes.
- Comment former un plus grand nombre de personnes dans la construction des bibliothèques puisqu'il n'y a que quelques personnes qui bénéficient des formations sous les initiatives FAO.
- La construction de bibliothèques institutionnelles exige beaucoup de temps, et donc demande un travail d'équipe.

4.5. Session Plénière 4: Droits de Propriétés Intellectuelles et Accès Libre à la Connaissance en Science Agronomique et en Technologique.

Cette session a été présidée par M. Poku Adusei, doctorant à MacGill, Canada et enseignant en Droit de la Propriété Intellectuelle à la Faculté de Droit, Université du Ghana. Deux exposés et une discussion en panel ont meublé cette session. Les exposés sont :

- *Gestion de la propriété intellectuelle et accès libre aux résultats de la recherche/cas du CNRA* par Dr. Kédro Sidiki Diomandé, Directeur des innovations et des systèmes d'information/Chargé de la Propriété intellectuelle, Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) Abidjan, Côte d'Ivoire
- *Concilier le droit d'auteur et l'accès libre au 21^e Siècle : Cas de l'Afrique du Sud* présenté par Siphthile Muswelanto. Professionnel des bibliothèques et de la numérisation des initiatives au Conseil de la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) à Pretoria en Afrique du Sud; Adèle van der Merwe, le Directeur de la Bibliothèque et la Curation des Informations et les Services de Préservation ; et Martie van Deventer, Directeur de Portefeuille, Service d'Informations du CSIR à Pretoria en Afrique du Sud.

Les membres du Panel étaient :

- Dr. Kédro Sidiki Diomandé, Directeur des innovations et des systèmes d'information/Chargé de la Propriété intellectuelle, Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Siphthile Muswelanto. Bibliothécaires et Spécialiste de la numérisation des initiatives au Conseil de la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) à Pretoria en Afrique du Sud ;
- Dr. Kwaku Ofori-Tenkorang, Cadre Supérieur de l'Information Scientifique, Conseil de Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR). Institut de la Recherche Industrielle, Accra au Ghana ;
- Dr. Charles Masango. Chercheur en Développement, Coordinateur émergent du Programme de Chercheurs, Département de la Recherche et de l'Innovation, Université de Cape Town, Afrique du Sud.
- Kwame Anyimadu-Antwi, Parlementaire de la Circonscription électorale d'Asante Akim, Ghana et Enseignant de Droit de la Propriété Intellectuelle et de Droit des Contrats,

Résumé des Exposés

L'exposé fait par Mlle Muswelanto s'est concentré sur une étude de cas du Conseil de la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) en Afrique du Sud et a indiqué que le CSIR adhère aux exigences légales tout en permettant l'Accès Libre aux publications des recherches. Elle a indiqué que le CSIR a fait un grand usage des facilités de SHERPA-RoMEA et a mis en place un système de Gestion détaillée des documents qui gèrent les rapports de tous les résultats intellectuels explicites des organisations.

L'exposé de Mr. Diomande a mis l'accent sur le mécanisme mis en place par le Centre National de la Recherche Agronomique (CNRA) en Côte d'Ivoire pour la gestion des droits de Propriété intellectuelle relatifs aux recherches faites par les scientifiques dans des institutions et la disposition d'accès aux résultats de la recherche.

Discussion en Panel

M. Adusei a mis l'accent sur l'environnement du droit de propriété dans lequel l'on doit penser globalement et agir localement. Il a ensuite dit que le droit d'auteur est un aspect de la Propriété Intellectuelle établie par la Convention de Berne en tant que la pierre angulaire de la législation sur la Propriété Intellectuelle dans les différents pays. Le droit d'auteur permet un accès libre parce que les auteurs permettent que leur œuvre intellectuelle soit partagée dans les archives personnelles et les bibliothèques institutionnelles. Quelques initiatives d'accès libres ont été évoquées pour soutenir cet argument.

Les panelistes ont convenu que les chercheurs fassent toujours un travail supplémentaire pour créer des œuvres intellectuelles et les usagers doivent respecter leurs efforts. Des difficultés sont parfois observées au niveau légal, économique, et institutionnel. Le manque de coopération entre les chercheurs et les usagers institutionnels crée des problèmes dans la compensation équitable due aux créateurs de la connaissance. Le cadre de la propriété Intellectuelle doit être toujours respecté et obéi afin d'encourager les chercheurs à produire et publier plus de résultat de recherches. En général, l'objectif principal de tous les efforts est de rendre la recherche et les informations agricoles accessibles à tous.

Les principaux sujets/points qui ont été soulevés étaient:

- La numérisation et le cryptage des œuvres de la propriété intellectuelle grâce aux bibliothèques institutionnelles ne font pas toujours l'équilibre entre le partage des informations et les détenteurs des droits d'auteurs sur les œuvres intellectuelles.
- Le droit au brevet contre le droit de la Propriété intellectuelle était largement discuté, en précisant que puisque les créateurs des œuvres intellectuelles sont parfois des employés des institutions, leur droit à la propriété intellectuelle appartient à l'employeur mais ce qui était clair était que les droits à la propriété intellectuelle sont automatiques dès la publication et les obligations contractuelles peuvent être négociées.

- Le manque de politiques institutionnelles appropriées empêche la disposition d'accès à l'information au bon moment.
- La sensibilisation sur les droits à la Propriété Intellectuelle à l'intention des chercheurs et du public est importante.
- Les politiques bibliothécaires contre « l'usage équitable » de la propriété intellectuelle ont été touchées et on a encouragé les bibliothécaires à donner des guides d'accès simplifiés pour couvrir les opérations de photocopie ;
- Une approche sur deux fronts qui consiste à promouvoir la publication aussi bien que le gain économique a été considéré ;
- Il a été indiqué que si les chercheurs étaient impliqués dans la construction des bibliothèques institutionnelles dès le début, ils se seraient sentis parties intégrantes du processus et s'approprieraient les initiatives.
- Les législateurs doivent être sensibilisés pour qu'ils mettent en place des politiques de propriété intellectuelle et des lois appropriées et applicables pour qu'elles ne soient pas inutiles.

4.6. Session Plénière 5: Faciliter l'Accès à la Connaissance en Sciences et Technologie Agricoles: Initiatives Internationales, Régionales, Nationales et Institutionnelles.

Cette session était présidée par M Krishan J Bheenick, Responsable Régional de Formation, de Communication et d'Information, la Mise en œuvre et Coordination des Projets de Formation et de Recherche Agricoles (ICART), SADC, Gaborone, Botswana.

Il y avait eu cinq présentations au cours de cette session:

Initiatives Internationales et Régionales

- *Cohérence de l'Information pour la Recherche Agricole pour l'Initiative de Développement (CIARD)* par Dr. Stephen Rudgard, Chef – WAICENT Proximité et renforcement des capacités, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Rome, Italie
- *Base de données des Thèses et Mémoires de l'Afrique (DATAD)* par Dr. Pascal Hoba, Directeur, Services et Communication, Association des Universités Africaines, Accra, Ghana

Initiatives Institutionnelles

- *Dépositaire Institutionnel et accès Libre à la Connaissance en Sciences et Technologie Agricoles: Le cas du Collège d'Agriculture de Botswana* – Kebede Hundi Wordofa, Bibliothécaire, chargé de l'Informatique, Collège d'Agriculture de Botswana, Gaborone, Botswana & Poloko Ntokwane-Oseafiana², Bibliothécaire adjoint, Collège d'Agriculture de Botswana, Gaborone, Botswana.

² A fait une présentation à la conférence

- *Améliorer l'Accès et l'Echange d'Information et la Connaissances Agricoles au Kenya, l'expérience de KARI*, par Rachel A. Rege, Directeur-Adjoint des Services d'Information et de Documentation, Institut de Recherche Agricole du Kenya (KARI), Nairobi, Kenya et Patrick Maina, bibliothécaire, KARI; Richard Kedemi, Administrateur de Système, KARI; and Peninah Mwangi, Bibliothécaire, KARI-Laboratoires Nationaux de Recherche Agricole.
- *Initiatives sur le libre accès aux connaissances: base de données institutionnelles de l'Institut de Recherche pour le développement (IRD)* par Mamadou Samaké, Aide Documentaliste/Communicateur Multimédia, Institut de Recherche pour le développement, Ouagadougou, Burkina Faso.

Synthèse des Présentations

Dr. Rudgard dans sa présentation sur CIARD, a indiqué qu'il y a plusieurs initiatives relatives à l'Accès Libre à la Connaissance en Sciences et Technologie Agricoles à des niveaux différents à savoir les niveaux international, régional, national et institutionnel. Par conséquent il y avait lieu de créer une plateforme pour la cohérence et une meilleur collaboration à tous les niveaux pour le développement et la recherche agricole, d'où la mise en place de CIARD en 2008. Il a par la suite relevé les programmes de CIARD, ses principes, son plan à suivre, sa voie à suivre, les avantages et contributions des partenaires.

Les objectifs et visions de CIARD

- *Vision* - “Rendre véritablement accessible à tous la connaissance et information de la recherche agricole à caractère publique”
- *Objectif* – développer des méthodes institutionnelles effectives et cohérentes pour la dissémination des informations de la science et technologie agricoles basées sur des principes communs.

La présentation de Dr. Hoba sur la base de données Africaine des Thèses et Mémoires (DATAD) a mis l'accent sur le travail de l'Association des Universités Africaines (AUA) en cours vers le développement d'une base de données des thèses et dissertations africaines. .

Les objectifs de DATAD sont:

- Contribuer à la création d'un environnement favorable à la recherche et à la publication en Afrique
- Créer des capacités des universités africaines pour la collection, la gestion et la dissémination des thèses et mémoires de façon électronique. La présentation a aussi souligné l'état de la communication entre les intellectuels en Afrique
- Permettre à la visibilité et à un meilleur accès aux œuvres des intellectuels africains à l'intérieur ou en dehors du continent.
- Faciliter le développement des procédures et des règles relatives au droit d'auteur en vue de protéger les propriétés intellectuelles des diplômés et des chercheurs des universités africaines;
- appuyer les autres programmes des universités africaines.

DATAD possède environ 100,000 archives (extraits ou en texte intégral). Parmi les défis rencontrés par DATAD, il y a des problèmes de gestion des droits d'auteur et des propriétés intellectuelles, et la difficulté de trouver le texte entier des thèses et des dissertations pour la création de la base de données.

Mlle Ntokwane-Oseafiana dans sa présentation sur le cas du Collège d'Agriculture de Botswana avait indiqué que l'utilisation de l'internet a rendu facile la création numérique des collections et leur accessibilité. Elle a noté que les universitaires et institutions de recherche dans les pays en développement produisent beaucoup d'informations mais la plupart de ces informations demeurent une littérature grise et souvent il est difficile de rassembler, garder, préserver les informations et les rendre accessibles aux utilisateurs. De surcroit les intellectuels des pays en développement font face à des handicaps en cherchant des archives à cause des difficultés pécuniaires.

A son avis l'une des solutions au problème d'accès à l'information c'est de promouvoir l'Accès Libre et des Archivages Institutionnels.

L'Accès Libre (AL) et des Archivages Institutionnelles (AI) s'avèrent indispensables aux universitaires et aux institutions de recherche dans les pays en développement étant donné que l'accès à des informations crédibles, au moment opportun et à une information pertinente demeure impératif dans l'amélioration de la recherche et du développement dans le secteur agricole. Madame Ntokwane-Oseafiana a fait usage de l'Archivage Institutionnel (AI) de la Bibliothèque du Collège d'Agriculture de Botswana comme étude de cas et elle a partagé les leçons tirées au cours de sa mise en place et de sa gestion.

Madame Rege dans sa présentation a précisé que l'information publique scientifique et technologique n'est pas facilement accessible ou totalement accessible et ceci réduit l'impact des recherches sur le développement agricole et rural. Elle a indiqué que le Réseau d'Information Agricole du Kenya (KAINet) était établi pour faciliter le développement des archivages institutionnels pour favoriser la disponibilité et l'accès à l'information agricole du Kenya.

Elle a mis de l'accent sur le rôle de l'Institut de Recherche Agricole du Kenya (KARI) en tant que partenaire principal de KAINet en parlant des défis relatifs à l'accès et à l'échange des informations identifiées au cours de l'évaluation du réseau. Elle a présenté les succès et les progrès réalisés dans les secteurs posant des défis, les leçons tirées et le développement par KARI de 'l'intranet' composé de 42 centres et sous-centres en train d'être interconnectés en tant qu'une composante majeure de KAINet.

La présentation de Mr Samake était sur les activités en cours à IRD au Burkina Faso visant à faciliter l'accès libre aux ressources électroniques de l'institution. Elle a informé les participants du développement d'une base de données par IRD avec environ 37000 documents en texte intégral. Il a mis l'accent sur le fait que le développement de la base de données a été rendu possible par des efforts de collaboration entre les chercheurs et spécialistes d'information et elle a contribué à l'augmentation du nombre de la production scientifique venant du Sud.

Les principaux problèmes identifiés et discutés:

- Manque de fonds souvent rend difficile les efforts de mettre ensemble des différentes initiatives.
- Il faut renforcer les capacités en investissant dans les activités de communication et d'information et des ressources humaines.
- Il faut rassembler tous les matériaux d'information produits par les institutions de recherche pour permettre aux leaders d'opinion d'avoir accès au contenu approprié.
- Il faut créer une plateforme cohérente basée sur les normes internationales avec les initiatives différentes en vue de faciliter l'échange d'informations.
- Il faut développer des stratégies appropriées de communication et de gestion d'informations.
- Il faut une sensibilisation sur l'existence de différentes sources de connaissance en sciences et technologie agricoles.

4.7. Session Plénière 6: faire du plaidoyer pour le libre accès à la connaissance en sciences et technologie agricoles en Afrique: perspectives d'avenir.

Cette session a été présidée par M. Vimbai M. Hungwe, Agent principal des programmes - Formation, Formation sur l'Information & centre de proximité pour l'Afrique (ITOCA), Centurion, Afrique du Sud

Les membres du panel:

- Mr. Peter Ballantyne, Président, Association internationale des spécialistes de l'information agricole (IAALD), Pays-Bas
- Prof. R.T. Awuah, Directeur, Collège d'Education Agricole, Université d'Education, Winneba, Mampong-Ashanti, Ghana
- Dr. Pascal Hoba, Directeur de Communication, Département des Services et de Publication & Coordinateur de la base de données du programme des thèses et de dissertations africaines (DATAD), Association des Universités Africaines (AAU), Accra, Ghana
- Dr. Justin Chisenga, Spécialiste de Gestion d'Information, FAO Bureau Régional pour l'Afrique & Président, IAALD Chapitre Afrique, Accra, Ghana
- Mr. Francois Stepman, Spécialiste de Communication et de Sensibilisation, Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA), Accra, Ghana.

La session a mis l'accent sur l'importance du plaidoyer afin de faciliter l'accès libre à l'information scientifique et technologique agricole sur le continent. Il était aussi noté que les professionnels d'information agricole sur le continent doivent être équipés avec les compétences de plaidoyer pour avoir la crédibilité lors de leurs activités de plaidoyer.

Problèmes identifiés et discutés:

- il a été noté que la plupart des professionnels de l'information (surtout les bibliothécaires) sur le continent manquent de la compétence requise pour le plaider.
- Les professionnels d'information doivent comprendre et être familiers avec le concept d'Accès libre et son contenu s'ils veulent faire du plaider sur l'Accès libre.
- Il y a plusieurs leaders d'opinion engagés dans les activités de l'Accès Libre, pour cela toute personne impliquée dans la mise en place de l'archivage institutionnel ou le plaider pour l'Accès Libre doivent demander le soutien des autres leaders surtout celui des chercheurs.
- En vue d'avoir l'engagement institutionnel, l'avantage de l'Accès Libre et des archivages institutionnels, c'est-à-dire réduire le risque de duplication, l'accent doit être mis sur comment rendre plus facile l'accès à l'information, faciliter le travail des chercheurs.
- Concernant l'utilisation de la Déclaration de Kigali sur le développement d'information équitable pour les Parlementaires Africains, les membres du panel ont pensé qu'elle doit être utilisée pour le plaider pour l'Accès Libre à travers la collaboration avec les institutions internationales et un consensus entre les partenaires du projet.

4.8 Session spéciale 2: Panel de Discussion sur le partenariat entre le secteur privé et public en M-Agriculture: Rôles et motivation des Leaders d'opinion

Cette session a été organisée par le Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA) et présidée et facilitée par Dr. Ramatu M. Al-Hassan, Département d'économies agricoles et L'Université d'Agro-industries du Ghana. La session comprenait des présentations en power point et un panel de discussion.

Les présentations:

- *Les Opportunités ensemble: Partenariat du secteur public-privé en M-Agriculture* par Sean Paavo Krepp, Directeur des services des marchés émergents, Moyen-Orient & Afrique, Afrique du sud.
- *Programmes Vidéo et radio: renforcer et créer le partenariat entre le secteur privé et public en agriculture* par Jonas Wanvoeke, Chercheur adjoint, Programme d'Etude et d'Innovation des Systèmes, Centre du Riz pour l'Afrique (ADRAO), Cotonou, Benin

Les membres du panel

- Mr. Mark Davies, Esoko et Fondateur de BusyInternet, Accra, Ghana
- Mr. Sean Paavo Krepp, Directeur, Nokia Africa & Moyen-Orient, Services des Marchés Émergents, Afrique du Sud
- Mr. Jonathan Petko, Responsable de Liaison Régional, USAID Bureau du Ghana, Accra
- Mr. Jonas Wanvoeke, Chercheur Adjoint, Programmes d'Etude et d'Innovation des Systèmes, Centre du Riz pour l'Afrique (ADRAO), Cotonou, Benin

- Mr. Simon K. Osei, Coordinateur Adjoint, Réseau de système d'Information Agricole du Ghana (GAINS) Accra, Ghana.

Synthèse des présentations

La présentation sur les thèmes suivants; "Programme de vidéo et de Radio: renforcer les capacités et créer le partenariat entre les secteurs public et privé en Agriculture" a montré comment Africa Rice Center (le Centre Riz Afrique) (connu dans le passé sous le nom de Association Ouest Africaine du Développement de la Riziculture) qui a maintenant un mandat continental (Mandat africain) utilise les vidéos pour faire parvenir des résultats de recherche sur le riz aux utilisateurs finaux.

Un partenariat a été créé entre le Centre Africain de la Riziculture et une compagnie privée avec appui des partenaires au développement pour la production des vidéos pertinents à la région. Les vidéos sont traduites en langues locales et distribuées aux utilisateurs finaux. Mais il faut noter qu'il y a des défis: les SNRA n'ont ni l'expertise en média pour travailler avec les compagnies médiatiques ni les compétences requises pour entrer en contact avec le secteur privé. Par conséquent en essayant de traduire les vidéos dans leurs langues locales ces vidéos ont perdu leur qualité

En raison de cela le Centre Africain de la Riziculture est en train de traduire les vidéos en plusieurs langues locales.

En perspective, les vidéos devront être intégrées dans le téléphone mobile et l'on devra trouver les moyens de recevoir les réactions des paysans. Les vidéos sont vendues à coût réduit aux paysans par la compagnie en faisant la traduction pour récupérer les dépenses, car elles n'a pas été payée pour le travail de traduction fait.

Le Programme Alliance Cacao a développé le PPP pour augmenter la production de cacao. Les rapports ont montré que les récoltes ont augmenté pour les paysans qui ont participé au projet PPP

les stations radios communautaires sont utilisées en Afrique de l'Ouest pour disséminer les informations agricoles. Le nombre des questions reçues des auditeurs montrent que les gens suivent le programme.

Selon la présentation de Nokia, environ quatre milliards de personnes utiliseront le téléphone mobile en 2009 et plus d'un tiers de la population africaine utilise présentement le téléphone mobile. La croissance dans l'utilisation du téléphone mobile viendra de l'Afrique si les prix continuent à décroître. Nokia a développé *Outil De Vie Nokia*, un logiciel intégré dans certains téléphones mobile Nokia avec fonction de fournir des services agricoles, éducatifs et de divertissement aux marchés émergents. Les outils ont été utilisés dans le projet en Inde. La session agricole donne des informations sur les prix du marché, le climat et des informations agricoles et conseils pertinents au cycle de la culture en question.

Les défis majeurs au fonctionnement du contenu de M-Agriculture (Mobile Agricole) sont: la confiance, la facilité d'utilisation, la numérisation, la qualité et la quantité, l'opportunité. Un

partenariat fort entre le secteur privé et public c'est-à-dire les ministères d'agriculture peut donner des informations pertinentes et dignes de foi aux paysans.

Problèmes identifiés et discutés

- certains participants ont remarqué que les batteries des téléphones mobiles ne sont pas durables et ceci fait qu'il est difficile aux paysans dans les milieux ruraux de les utiliser. En cela il sera meilleur que les compagnies produisent des batteries durables.
- Les téléphones mobiles constituent une grande opportunité pour la dissémination des informations aux paysans et aussi faciliter l'accès aux marchés (Système d'information du marché)
- Les membres du panel ont reconnu que le PPP est un bon moyen de développer le partenariat pour M-Agriculture. Ils ont aussi reconnu qu'il y a la possibilité d'utiliser le téléphone mobile dans les projets agricoles.
- Il a été noté que l'attitude au travail dans le secteur public constitue un handicap à la mise en œuvre du PPP. Atteindre le consensus sur des projets ou initiatives prend beaucoup de temps, quelquefois les secteurs dupliquent les efforts et peuvent être peu fiables quand il s'agit de continuer le soutien financier pour la durabilité des initiatives.
- Le PPP doit intervenir pour déployer des gens sur le terrain pour livrer les messages aux organisations privées.
- La Collaboration entre les compagnies productrices de téléphone mobile peut aider à résoudre le problème de connectivité.
- Il y a lieu de créer une communauté de pratiques en identifiant les bonnes pratiques.
- Les institutions du secteur privé ont besoin de fonds pour se maintenir; par conséquent ils ne pourront pas continuer par offrir leur service gratuitement.

4.9 Session spéciale 3: Réunion de travail du Chapitre Afrique de l'IAALD.

Cette session était présidée par Dr. Justin Chisenga, Président de IAALD Antenne d'Afrique. La participation était seulement ouverte aux membres des autres branches en plus de quelques observateurs invités. La réunion dont les conclusions seront saisies dans le rapport, a révisé et adopté des rapports présentés par le secrétaire/trésorier du Chapitre, Mr. Gracian Chimwaza, et le Président, Dr. Justin Chisenga.

Le point principal à l'ordre du jour était l'élection du Comité Exécutif du Chapitre pour la période 2009-2012. Le processus électoral qui était fixé pour le 15 février 2009 avec l'appel à la nomination est arrivé à retenir les personnes suivantes nommées sans opposition et par conséquent sont déclarées dument élues.

- Président – Justin Chisenga, FAO, Accra, Ghana
- Vice Président – Dady Demby, FARA, Accra, Ghana
- Secrétaire/Trésorier – Gracian Chimwaza, Centurion, Afrique du Sud
- Représentant sous-régional: Afrique Centrale – Josué Tetang Tchinda, CARBAP, Njombé, Cameroun

- Représentant sous-régional: Afrique de l'Est – Alice Nakagwa, NAADS, Kampala, Uganda
- Représentant sous-régional: Afrique de l'Ouest – Boniface Bouan, CNRA, Côte d'Ivoire

Les représentants régionaux de l'Afrique du Nord et l'Afrique Australe seront élus plus tard.

5.0 Recommandations

Prenant en considération les thèmes et les sous-thèmes de la conférence, les problèmes identifiés et discutés au cours des présentations et discussions en panel, voici les recommandations majeures qui ont découlé de la deuxième conférence du Chapitre Afrique de l'IAALD. :

1. Les institutions de recherche Agricole et des Universités en Afrique doivent:

- Développer et mettre en œuvre des stratégies et politiques appropriées de communication et de gestion de l'information afin de promouvoir et faciliter l'accès à la connaissance et aux informations scientifiques et technologiques agricoles publiques.
- Investir dans les activités et l'infrastructure de communication et de gestion d'informations agricoles y compris l'établissement des BDD institutionnelles en texte intégral des résultats des recherches.
- Mettre en place des mécanismes afin d'assurer que les procédures appropriées soient suivies, telle que l'obtention du certificat de Droit d'Auteur et la permission nécessaire pendant la collecte des documents pour les BDD institutionnelles à libre accès.

2. Les Professionnels en information agricole en Afrique doivent:

- Développer des capacités requises et se familiariser convenablement aux questions concernant les initiatives relatives à au Libre Accès et des Archives Libres y compris les avantages et les inconvénients associés à l'Accès et aux droits à la propriétés intellectuelle (IPR)
- Renforcer leurs compétences de plaidoyer pouvant leur permettre de faire un plaidoyer efficace pour l'augmentation des investissements dans l'Accès Libre en facilitant l'accès à la connaissance et aux informations scientifiques et technologiques agricoles.

3. Le Chapitre Afrique de l'IAALD doit développer des documents d'information y compris introduction de politique, montrant les avantages de l'Accès Libre et des Archives Libres aux institutions et aux chercheurs scientifiques qui seront utilisés par les membres du Chapitre lors de leurs activités de plaidoyer.

4. Que les acteurs d'opinion dans le domaine des sciences et technologie agricoles c'est-à-dire les chercheurs scientifiques, les décideurs politiques, les bailleurs et les chercheurs, les professionnels d'information, etc. collaborent et travaillent ensemble et supportent des

initiatives visant à mettre les informations de recherche agricole disponibles à tout le monde et à moindre cout.

5. Les institutions des secteurs public et privé doivent développer un partenariat sur des solutions novatrices visant à utiliser un appareil tel que les téléphones mobiles, PDAs etc. pour livrer des informations pertinentes et au moment opportun et à moindre cout aux paysans en Afrique.

6.0 Cérémonie de Clôture

Mr. Peter Ballantyne, Président de l'Association des spécialistes de l'informations agricoles (IAALD) a présenté le message de clôture de la deuxième conférence du Chapitre Afrique de l'IAALD. Il a félicité les organisateurs pour cette conférence couronnée de succès et après M. Clément Entsua-Mensah, président de séance a présenté les mots de remerciement.